



HAL
open science

Les projets néo-paysans de microfermes en France : quelles visions et quelles pratiques agricoles alternatives ?

Kevin Morel

► To cite this version:

Kevin Morel. Les projets néo-paysans de microfermes en France : quelles visions et quelles pratiques agricoles alternatives ?. Bulletin de l'Association de géographes français, 2019, 96 (4), pp.659-675. 10.4000/bagf.6072 . hal-02939043

HAL Id: hal-02939043

<https://hal.inrae.fr/hal-02939043v1>

Submitted on 15 Sep 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Les projets néo-paysans de microfermes en France : quelles visions et quelles pratiques agricoles alternatives ?

Kevin Morel, UMR 1048 SAD-APT, INRA, AgroParisTech, Université Paris-Saclay

kevin.morel@inrae.fr

16, rue Claude Bernard
75231 Cedex 05
Tel : 01 44 08 17 78

Citer cet article : Kevin Morel, « Les projets néo-paysans de microfermes en France : quelles visions et quelles pratiques agricoles alternatives ? », *Bulletin de l'association de géographes français*, 96-4 | 2019, 659-675.

Résumé :

Les microfermes, fermes maraîchères biologiques diversifiées sur très petite surface, sont emblématiques des dynamiques d'installations néo-paysannes en croissance en France. Des entretiens menés sur une vingtaine de microfermes au Nord de la Loire montrent qu'elles sont la concrétisation de projets de vie globaux marqués par la recherche de sens, d'engagement, de qualité de vie et d'autonomie plutôt que par la maximisation du profit. Elles cherchent à « prendre soin » de la terre [Mollison 1988] et intensifient la production de manière écologique grâce à une revalorisation du travail manuel. Elles développent une approche holistique de la conception de « paysages comestibles » [Hart 1996] plutôt que de zones d'exploitation. Au-delà de la relocalisation de l'alimentation via les circuits courts, elles recréent du tissu social en milieu rural par la création d'emploi, des activités culturelles ou associatives. Elles participent donc d'un renouvellement des pratiques et de la vision du rôle de l'agriculteur dans les territoires à contre-pied de la modernisation. La contribution des microfermes à une transition plus large de l'agriculture est discutée.

Mots clés : agroécologie ; agriculture biologique ; agriculture paysanne ; circuits courts ; développement rural ; valeurs

Alternative farming visions and practices in new peasant microfarming projects in France

Abstract :

Microfarms are very small-scale diversified organic market gardens, which are emblematic of growing dynamics of new-peasant farms creation in France. Interviews carried out on 20 microfarms in Northern France show that they are the materialisation of global life projects oriented toward the search for meaning, commitment, quality of life and autonomy rather than profit maximisation. They seek to “take care” of the earth and intensify their production ecologically thanks to a rehabilitation of manual labour. They develop a holistic design approach of “edible landscapes” rather than exploitation zones. Beyond relocalising food through short supply chains, they recreate social links in rural areas through job creation, cultural and community activities. They thus contribute to a renewal of farming practices and of the vision of farmer's role in territories out of step with modernisation. The role that microfarms could play in a wider agricultural transition is discussed.

Key words: agroecology; organic farming; peasantry; short supply chains; rural development, values

Introduction : Modernisation agricole, réactions paysannes et néo-paysannes

Au sortir de la Seconde Guerre Mondiale, la modernisation agricole programmée par le Conseil National de la Résistance et soutenue par le Plan Marshall [Klatzmann 1953] avait pour objectif de restaurer la souveraineté alimentaire de la France et d'inscrire une nation encore rurale dans l'univers du progrès. Fondée sur un paradigme productiviste et industriel, elle s'est appuyée sur :

- l'agrandissement des fermes et le remembrement des parcelles pour favoriser la motorisation et les économies d'échelle¹ ;
- la sélection génétique pour doper la productivité ;
- le développement des engrais de synthèse et des produits phytosanitaires ;
- la spécialisation croissante des fermes, devenant des exploitations agricoles, des bassins de production, des filières de transformation et de distribution.

Il s'agissait de simplifier, de rationaliser et ainsi de gagner en efficacité dans un univers concurrentiel international où la compétitivité se basait sur des critères exclusivement marchands [Hervieu & Purseigle 2013 ; Mazoyer & Roudart 2002]. Déployée à partir des pays industrialisés et transférée vers les pays du Sud à travers la révolution verte, la modernisation agricole a rempli ses objectifs d'augmentation des volumes de production. Elle mène cependant à de nombreuses impasses écologiques et sociales aujourd'hui bien identifiées : déclin de la biodiversité, pollution des eaux et de l'air, réchauffement climatique, érosion des sols, homogénéisation des paysages, destruction des identités paysannes, diminution drastique du nombre de fermes et de l'emploi agricole, déstructuration des liens sociaux en milieu rural, problèmes de santé publique et crises sanitaires [Holt-gimenez & Patel 2009 ; IPCC 2014 ; Mazoyer & Roudart 2002 ; Stoate & al. 2009 ; Tilman 1999]. D'un point de vue philosophique, la pensée industrielle en agriculture « disjoint le monde » [Berque 1996]. Fondée sur l'exploitation extractiviste de la Terre, elle induit selon Serres [2003] une logique de « séparation » avec les plantes, animaux et écosystèmes avec lesquels les sociétés humaines avaient coévolué tout au long de l'histoire agricole.

A partir des années 1960-1970, ont commencé à émerger de multiples mouvements paysans [Bernstein & Byres 2001 ; Gliessman 2013]² qui peuvent être définis comme alternatifs [Déléage 2011] dans le sens où ils se situent en rupture et en réaction au paradigme dominant de la modernisation agricole [Beus & Dunlap 1990]. Ces mouvements ont entre autres mené à la création de la Confédération paysanne en France et de la Via Campesina à l'international. Van der Ploeg [2014] définit la condition paysanne par la « lutte pour l'autonomie et le progrès dans un contexte caractérisé par des relations de dépendance, la marginalisation et les privations » qui se traduit par « des formes de coproduction entre l'homme et la nature vivante » en favorisant la constitution sur la ferme d'une « base de ressources autogérée » qui accroît l'autonomie. Le maintien de liens organiques avec le lieu et le vivant est à la fois une question de sens, d'identité et un moyen de résistance politique. A cet égard, le développement historique de l'agriculture biologique peut être considéré comme un mouvement paysan car il défendait au départ un projet de société global où les questions d'équité allaient de pair avec la reconstruction des liens aux écosystèmes³.

Aux mouvements paysans portés par des agriculteurs traditionnels, sont venus s'ajouter des dynamiques néo-paysannes, qui en France ont découlé entre autres des idéaux de mai 68 [Léger & Hervieu 1979]. Suite aux mouvements étudiants urbains, le retour à la terre, souvent sous forme collective, était vécu comme un moyen de concrétiser des revendications d'un autre monde possible : autonomisation par rapport à la pensée industrielle et capitaliste, recherche de l'essentiel, action collective pour s'extraire de

¹ Le principe de l'économie d'échelle part du présupposé que l'augmentation de la taille des unités de production permet de réduire fortement le coût de production par unité de produit en diluant les charges fixes [Mazoyer & Roudart 2002].

² Définition ici restreinte aux mouvements paysans qui s'opposent à la modernisation mais les *peasant studies* évoquent des mouvements et des revendications qui ont lieu bien plus tôt dans l'histoire. Les *peasant studies* insistent sur le fait que ces mouvements ne sont pas uniquement des réactions à la pensée industrielle mais également à la marchandisation du monde via le capitalisme, autre socle de la modernisation (et au colonialisme dans les pays du Sud).

³ Voir les principes de l'agriculture biologique définis par l'IFOAM, la fédération nationale de l'agriculture biologique <http://www.ifoam.bio/en/organic-landmarks/principles-organic-agriculture> [consulté le 13/05/19]

l'asservissement au travail et recréer des solidarités au-delà de la famille nucléaire, nouveaux modes d'habiter [Rouvière 2015]. A quelques exceptions près comme les coopératives Longo Mai [Willette 1993], ces expériences collectives de retour à la terre n'ont pas perduré, faisant face à de grandes difficultés humaines (gouvernance), économiques et agricoles. La plupart des néo-paysans qui ont persisté, l'ont fait en se réappropriant le modèle traditionnel d'agriculture familiale et l'idée du labeur paysan comme condition pour réussir, en se référant de manière souvent idéalisée à la tradition et à un ancrage dans le terroir local [Léger & Hervieu 1979].

Si depuis cette période, les retours à la terre n'ont jamais cessé, on assiste depuis moins d'une dizaine d'années à la montée en puissance de projets hors du cadre familial (HCF), qui représentent à présent un tiers des installations agricoles en France [Jeunes Agriculteurs 2013]. Un grand nombre de ces nouveaux projets agricoles, portés le plus souvent par des personnes non issues du milieu agricole et en reconversion professionnelle, revendiquent une dimension paysanne et la recherche d'alternatives aux impasses de la modernisation [Allens & Leclair 2016].

1. Les microfermes : des cas emblématiques de projets néo-paysans

Parmi les installations HCF, la production de légumes (maraîchage), l'agriculture biologique et la vente en circuits courts (un intermédiaire au plus entre producteur et consommateur) sont les orientations les plus fréquentes [Jeunes Agriculteurs 2013] car elles répondent aux aspirations écologiques et de récréation de liens territoriaux de ces nouveaux profils. Au regard des faibles surfaces et investissements nécessaires comparés à d'autres activités agricoles, le maraîchage est particulièrement adapté aux porteurs de projets HCF, qui ne peuvent compter sur un capital agricole familial de départ et pour qui l'accès au foncier est souvent un vrai défi [Barral & Pinaud 2015].

Au sein de ces nouvelles installations maraîchères biologiques, certains projets agricoles portent une critique de la modernisation si radicale qu'elle les amène à se situer en porte-à-faux par rapport aux recommandations classiques des structures professionnelles. A contre-pied de l'agrandissement agricole, ces initiatives défendent la possibilité de vivre de son travail sur de très petites surfaces (inférieures à 1,5 ha par équivalent temps plein qui était la norme minimale en maraîchage bio). A l'opposé de la tendance à la spécialisation, elles défendent l'idée de pouvoir cultiver une grande diversité de légumes (plus d'une trentaine qui était considérée comme le maximum raisonnable pour limiter la complexité de gestion). Elles remettent également en cause la nécessité absolue du recours au tracteur (envisagé comme incontournable) en défendant la possibilité de réfléchir au cas par cas au niveau approprié de motorisation, ce qui peut dans certains cas se traduire par l'absence d'utilisation du tracteur, l'emploi d'une motorisation plus légère (motoculteur) ou l'usage unique du travail manuel [Morel 2016]. Ces initiatives, appelées microfermes d'après les pionniers qui en ont fait la promotion [Fortier 2014; Hervé-Gruyer & Hervé-Gruyer 2014] se réfèrent à des sources d'inspiration alternatives comme le maraîchage biointensif⁴ [Jeavons 1982 ; Fortier 2012 ; Coleman 2013], la permaculture⁵ [Mollison & Holmgren 1986 ; Holmgren 2014 ; Léger & al. 2017] et l'agriculture naturelle⁶ [Fukuoka 2012].

⁴ Ensemble de techniques inspirées des maraîchers parisiens du XIX^{ème} siècle [Moreau & Daverne 1845] qui visent à produire une grande quantité de légumes sur une petite surface même en hiver par différentes techniques comme des hautes densités d'implantation, des outils manuels adaptés comme le semoir manuel de précision, une place importante accordée aux cultures à cycles courts et à haute valeur ajoutée, l'utilisation de variétés adaptées aux conditions hivernales, l'emploi de voile de forçage et de couches chaudes en hiver.

⁵ Mouvement et mode de pensée développé à la fin des années 80 en Australie. Sa particularité est de proposer des principes méthodologiques de *design* pour concevoir consciemment des paysages humains durables qui imitent les écosystèmes naturels.

⁶ Philosophie développée initialement au Japon qui prône la limitation maximale des interventions humaines sur les cultures en laissant le plus de place possible aux évolutions spontanées de l'écosystème.

Si aucune statistique officielle ne permet encore de chiffrer le développement des microfermes, les structures d'accompagnement et d'enseignement agricole de toute la France confient être « débordées » par ces nouveaux projets atypiques au sujet desquels elles avouent manquer de références.⁷ Pour comprendre le fonctionnement des microfermes, les démarches qui les sous-tendent et investiguer leur possible viabilité, une thèse de doctorat en agronomie a été réalisée combinant des entretiens qualitatifs sur une vingtaine de fermes en milieu rural au nord de la Loire (Bretagne, Centre, Normandie, Grand Est) et une modélisation économique basée sur des données quantitatives [Morel 2016]. Les entretiens ont été dirigés dans une approche agronomique d'études des pratiques [Landais & al. 1988] qui consiste à développer une description fine des pratiques et de les questionner afin de faire émerger les aspirations qui les motivent. En se focalisant sur une partie de ces travaux, cet article entend interroger en quelle mesure les microfermes, cas emblématiques d'installations néo-paysannes, participent d'un renouvellement d'une vision du métier et de l'espace agricole, des pratiques agricoles et des relations de l'agriculteur avec le territoire.

2. L'agriculture comme un projet de vie autre

Les femmes et les hommes qui ont créé les microfermes enquêtées sont âgés de 29 à 55 ans. Seulement deux des fermes étudiées sont portées par des personnes issues du milieu agricole. Leur installation est toujours récente, entre 2 et 10 ans, ce qui témoigne de l'émergence de ces formes atypiques, en tout cas dans les régions de l'étude. Ces néo-paysans ont tous fait le choix d'une reconversion après des parcours professionnels très divers, avec un niveau d'étude généralement élevé : ingénieurs, informaticiens, juristes, marins, techniciens, commerciaux etc. Cette vie antérieure leur confère l'avantage de ne pas être formatés par le milieu agricole⁸, de ne pas hésiter à s'inspirer de pratiques alternatives pour la conception de leur ferme et de disposer de compétences utiles au succès d'une entreprise (communication, gestion, organisation). Cependant, les enquêtes ont révélé qu'il est absolument primordial que les futurs paysans, non issus du milieu agricole et parfois peu avertis des difficultés concrètes de l'activité maraîchère, se confrontent au terrain pour acquérir un bagage pratique avant de s'installer (*via* des stages, du bénévolat, du salariat en ferme).

Sexe	Age	Agri*	Profession avant le maraîchage
F	29	0	Ingénieur agronome
M	40	0	Officier de marine
M-M-M	30-32-33	0	Ingénieur en environnement, sport de haut niveau, animation, maintenance en environnement
M-F	33-36	1	Ouvrier agricole en céréales conventionnelles et préparatrice en pharmacie
F	40	0	Technicienne dans l'éolien
F-M	33-30	0	Développeuse de chaînes de magasins dans l'immobilier commercial et animateur en environnement
F-M	40-55	0	Juriste internationale et marin
M	29	0	Ingénieur en environnement
F-M	31-36	0	Projectionniste et employé à la Poste
F	38	0	Ingénieur des Arts et Métiers
M-M	28-32	2	Technicien en énergies renouvelables et diverses activités agricoles
M	38	0	Informaticien
F-F	35	0	Assistante sociale et infirmière
F-M	31-30	0	Animatrice en environnement et formateur en maraîchage

Figure 1 : profil des maraîchers de 14 microfermes du Nord de la Loire. *Nombre de personnes sur la ferme venant du milieu agricole.

⁷ Plusieurs projets d'acquisition de références socio-économiques pilotées par des structures d'accompagnement et d'enseignement agricole sont en cours comme MicroMa (<https://formationcivamgard.fr/?ProJet>), MicroAgri (<https://microagri.org/>), GO PEI (<http://www.bio-provence.org/Lancement-du-projet-GO-PEI-Systemes-maraichers-biologiques-diversifies-sur>), MMBIO (<https://wiki.itab-lab.fr/espacemaraichage/?ProjetMicoMaraichBio>).

⁸ Autre formation initiale favorisant d'autres approches, apprentissages sur le tas.

Il est admis que tous les agriculteurs portent un ensemble complexe d'aspirations variées qui constituent le projet de leur ferme [Marshall & al. 2013]. Néanmoins, dans la pratique, la conception d'une exploitation agricole, son diagnostic ou les recommandations qui lui sont faites tendent principalement à se focaliser sur la maximisation du profit et éventuellement sur la réduction de la charge ou de la pénibilité du travail. Certes, les maraîchers des microfermes n'échappent pas à la nécessité de rationaliser, organiser, et optimiser leur production afin de créer de la valeur économique. Cependant, ils ne recherchent pas tant la maximisation de leur profit que la possibilité de générer un revenu qui leur permette de subvenir au style de vie qu'ils désirent. Ainsi, en fonction des maraîchers, de leur situation familiale, du niveau de sobriété auxquels ils aspirent, ainsi que du niveau d'autoconsommation atteint grâce aux productions de la ferme⁹, le revenu mensuel net souhaité varie entre 400 et 1 800 €. Cet objectif économique ne constitue qu'un des aspects d'un projet de vie plus vaste qui englobe d'autres aspirations comme la recherche d'autonomie, de sens et de qualité de vie qui ont motivé ce changement de vie et de métier (**Figure 2**). Ces aspirations qui concernent aussi bien le bien-être des personnes (dimension sociale) que l'intégrité des écosystèmes (dimension écologique) sont ouvertement revendiquées par les microfermes et témoignent d'une vision de la mission d'agriculteur qui va au-delà de la production de matières premières à bas coûts pour l'industrie. Les choix stratégiques des microfermes résultent alors d'un savant compromis entre la création de valeur économique et les autres aspirations du maraîcher.

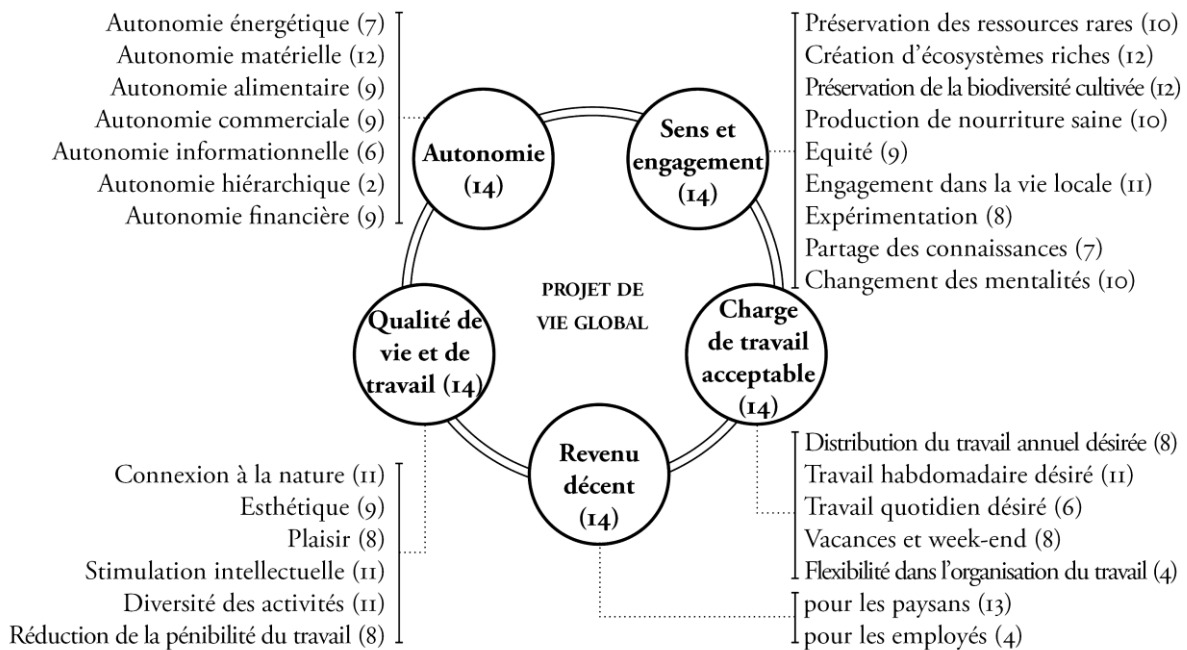


Figure 2: les différents aspects du projet de vie des maraîchers enquêtés. Le chiffre entre parenthèses indique combien de microfermes (sur 14 ici) ont mentionné un type d'aspiration.

3. Faire petit et prendre soin

Le choix de cultiver sur une petite surface répond aux difficultés pragmatiques d'accès au foncier pour des personnes hors du cadre familial et à la volonté de limiter le capital investi au départ. Cependant, « faire petit » est dans la plupart des cas un vrai choix écosymbolique au sens de Berque [1996], c'est-à-dire qu'il est à la fois d'ordre écologique, matériel et éthique.

Cette petite superficie est évoquée par les maraîchers comme permettant une connaissance fine et intime du lieu allant de pair avec un sentiment de responsabilité et la possibilité d'en « prendre soin », ce qui rejoint

⁹ Les légumes produits sur la ferme peuvent aussi être échangés contre d'autres denrées agricoles produites par d'autres agriculteurs locaux (produits laitiers, pain, huile, viande etc.), par exemple dans le cas d'une AMAP qui regroupe plusieurs agriculteurs.

le sens du *care* mis en avant à la fois par la permaculture [Mollison 1988] et l'agriculture biologique¹⁰. D'un point de vue matériel, ce soin se traduit par l'emploi de pratiques culturales favorisant la santé des sols (non travail ou travail limité des sols, couverture permanente des sols pour limiter l'érosion, apports de matières organiques, cultures d'engrais verts) et la biodiversité (grande nombre de cultures, intégrations d'arbres, de mares, de haies, des bandes fleuries ou de refuges pour multiplier les habitats). Ces éléments remplissent un rôle fonctionnel dans la production en améliorant la fertilité, en favorisant les régulations biologiques, ce qui limite les charges en intrants extérieurs. Ils participent également à la satisfaction subjective « d'aller dans le sens de la vie » [Mzoughi 2014].

Travailler sur une petite surface (moins d'1,5 ha par actif à temps plein) permet de limiter le recours au travail motorisé et de valoriser le travail manuel. En effet, l'usage dogmatique et automatique du tracteur est questionné. Le tracteur ou le motoculteur est souvent réservé à certaines tâches clés (comme le travail du sol superficiel). Beaucoup de maraîchers utilisent et expérimentent des outils qui permettent de rendre plus efficace ou ergonomique le travail manuel. L'expérimentation collective et la mise à disposition d'outils en accès libre pouvant être auto-construits par les maraîchers afin de gagner en autonomie se développent. L'association nationale appelée l'Atelier Paysan¹¹ est une coopérative d'auto-construction qui fédère ce genre d'initiatives.

Le recours à la main humaine permet de densifier les cultures (contrairement au tracteur le travail manuel ne nécessite pas de laisser un espace pour le passage des roues et des outils mécanisés) et de réaliser dans certains cas des associations de plantes (jusqu'à quatre ou cinq espèces) qui valorisent de manière complémentaire les ressources du sol et la lumière (**Figure 3**). Cette densification spatiale est un élément central de l'intensification développée par les maraîchers pour dégager un revenu sur une si petite surface. Une intensification temporelle participe aussi de cette logique avec la mise en place de successions ininterrompues de cultures, la production en hiver grâce à des serres sur une partie de la surface et des cultures en relais où une culture est implantée avant la fin du cycle de la culture précédente.



Figure 3 : intensification de la production par des associations de cultures à haute densité associées au non travail du sol dans une microferme du Finistère. Crédit photo : Kevin Morel

Dans l'optique d'une production diversifiée sur petite surface, la logique d'intensification de la production par unité de surface et le recours à des pratiques écologiques pour limiter les charges permet aux

¹⁰ Voir les principes de l'agriculture biologique définis par l'IFOAM, la fédération nationale de l'agriculture biologique <http://www.ifoam.bio/en/organic-landmarks/principles-organic-agriculture>

¹¹ <https://www.latelierpaysan.org/>

microfermes d'atteindre en routine des niveaux de viabilité économique supérieurs à ceux de systèmes maraîchers biologiques plus classiques¹² (**Figure 4**).

Les niveaux de revenu générés par rapport au travail engagé, s'ils peuvent permettre de vivre, restent assez bas par rapport à d'autres secteurs et renvoient à la question plus globale et structurelle de la rémunération du travail agricole. Les difficultés économiques lors de la phase d'installation ne sont pas non plus à négliger [Morel 2016 ; Morel & al. 2017]. Les microfermes démontrent néanmoins qu'il est possible de créer des alternatives agricoles viables, en cherchant à « prendre soin » des écosystèmes, en valorisant des petites échelles et en s'extrayant d'une dépendance aux industries agricoles vendeuses d'intrants ou de machines dont la taille et le coût ne font qu'augmenter.

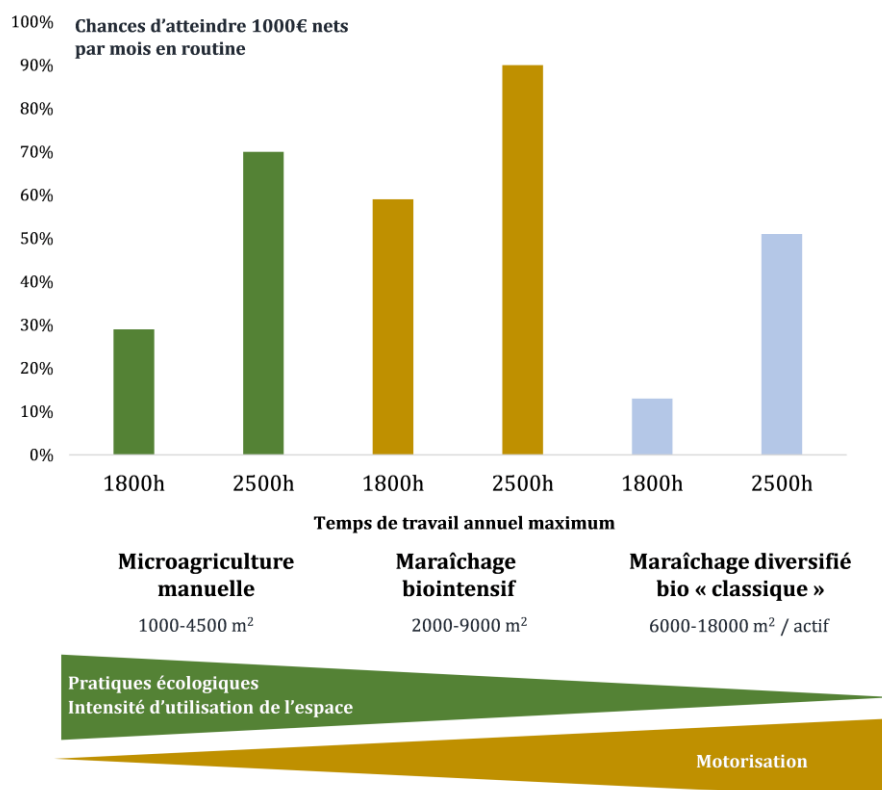


Figure 4 : chances de viabilité économique de microfermes en routine. Graphique tiré d'un travail de modélisation (Morel & al. 2017). La viabilité économique est approchée comme la possibilité de générer un revenu minimal (ici 1 000€ net par mois) sans dépasser une charge de travail annuelle. Les systèmes de microagriculture manuelle et de maraîchage biointensif (non détaillés ici) sont caractéristiques des microfermes et sont comparés à un système témoin de maraîchage bio classique (plus mécanisé, moins de recherche d'intensification écologique) appliqué à une petite surface très diversifiée. Ce travail montre que dans le contexte d'une petite surface, les systèmes techniques développés par les microfermes sont plus viables économiquement. Le système « classique » est peu adapté à ce contexte (grosses charges d'équipement difficilement amorties) bien qu'il ait sa cohérence sur des surfaces plus importantes avec moins de diversité cultivée (économie d'échelle et spécialisation).

4. Une réflexion centrale sur l'espace et le territoire

4.1 Le *design* holistique de paysages comestibles

¹² Les systèmes maraîchers motorisés plus classiques sont plus cohérents sur des surfaces plus grandes afin d'amortir les frais engagés pour un niveau supérieur d'équipement. Le maraîchage classique n'est donc pas moins performant dans l'absolu, mais dans le cadre d'une petite surface très diversifiée.

Un trait frappant des microfermes est que les maraîchers ne limitent pas leur réflexion écologique à l'échelle d'une parcelle ou d'une planche de culture. A la conception de la ferme, une réflexion générale est menée sur l'organisation des différents espaces de production (souvent envisagés comme des jardins), les lieux de vie et l'intégration d'infrastructures écologiques (haies, arbres, mares creusées etc.). L'imbrication spatiale des différents éléments est pensée de manière globale afin de maximiser leurs interactions et de favoriser l'ergonomie du lieu (en facilitant et limitant les déplacements). Ainsi, les arbres peuvent être orientés de manière à casser le vent ou créer des microclimats favorables pour les cultures maraîchères ; des bandes fleuries attirant les pollinisateurs et les insectes auxiliaires utiles aux cultures peuvent border les parcelles ; un petit poulailler peut être construit à proximité de l'atelier de conditionnement des légumes, ce qui permettra de transférer facilement les légumes abimés aux poules. Au-delà des aspects fonctionnels, l'organisation spatiale de la ferme est également pensée pour répondre aux autres aspirations du projet de vie du maraîcher comme l'esthétique ou la création d'un endroit accueillant et ressourçant.

Cette réflexion globale sur l'espace pensé comme un « paysage comestible » [Hart 1996] (**Figure 5**) plutôt que comme un lieu d'exploitation, combinant analyse systémique, subjectivité et créativité est conceptualisée comme un processus de *design* holistique par la [Mollison & Holmgren 1986]. La permaculture propose de nombreuses méthodes et concepts pour guider le *design* spatial comme des outils cartographiques envisageant la ferme à partir de différentes typologies de secteurs et zones ou des listes de principes à considérer [Mollison & Holmgren 1986 ; Holmgren 2014]. Ces outils et la référence directe à la permaculture ne sont pas mobilisés par toutes les microfermes mais cette vision particulière de l'espace n'en demeure pas moins présente à des degrés divers chez tous les maraîchers enquêtés¹³.



Figure 5: une microferme conçue comme un paysage comestible. Crédit photo : Kevin Morel

4.2 Un ancrage local et une contribution au territoire constitutifs du projet agricole

La construction de liens avec ce que les maraîchers qualifient souvent de « communauté locale » est une dimension centrale du projet des microfermes enquêtées. Le choix de commercialisation en circuits courts est une composante clef de cette démarche. Les types de circuits, un à quatre étant souvent combinés,

¹³ Pour l'analyse détaillée et la discussion d'un processus de *design* d'une microferme inspirée par la permaculture, le lecteur peut se reporter à Morel & al. [2018].

varient selon les microfermes : vente de paniers sans engagement, AMAP¹⁴, vente au détail à la ferme ou par internet, marchés de plein vent, boutiques de producteurs, restauration collective, restaurants privés, magasins bio. Les maraîchers peuvent vendre uniquement leur production mais certains choisissent de s'associer à d'autres producteurs pour élargir la gamme, optimiser la logistique de distribution (livraison partagée, mutualisation de la vente) et renforcer leurs liens professionnels avec leurs voisins. La diversité des légumes cultivées (de 35 à 70) est centrale pour fidéliser les consommateurs tout autant que le juste équilibre entre les légumes attendus à certaines saisons (tomates en été ou poireaux en hiver par exemple) et des produits originaux ou atypiques. L'esthétique et l'aspect accueillant du paysage cultivé de la ferme y participe aussi.

L'intégration locale peut être renforcée par des activités non agricoles : activités pédagogiques, d'accueil ou de formation sur la ferme, portes ouvertes, artisanat. Un ancrage fort dans le territoire permet aux maraîchers de bénéficier de nombreuses ressources matérielles et immatérielles sans nécessairement de contrepartie financière. Ces relations d'aide, de don ou d'échange peuvent concerner des équipements (prêts de tracteur ou d'un hangar), du travail humain (coups de main pour de gros chantier, réparation ou bricolage réalisé par un voisin qui a les compétences nécessaires) ou des matières fertilisantes (don de fumier d'un voisin, récupération des déchets organiques de la collectivité). Ces interactions non monétaires participent positivement à l'économie de la ferme et jouent dans la plupart des cas un rôle essentiel à son succès. Elles ne sont pas vécues comme des dépendances, mais comme des éléments constitutifs du projet.

Sur les 20 microfermes enquêtées en milieu rural, la part des activités non agricoles était limitée en termes de revenu et de temps dédié, le cœur du modèle économique étant constitué par l'activité de production maraîchère. Des travaux complémentaires menés sur des microfermes en milieu péri- ou intra-urbain [Daniel 2016 ; Chang & Morel 2018] montrent que les contraintes (coût d'accès au foncier, coût de la vie, espace contraint) et opportunités (demande urbaine pour des activités pédagogiques ou créatrices de lien social) induites par la proximité de la ville tendent à se traduire par une part plus importante, voire centrale des activités sociales dans le modèle économique des microfermes (accueil des scolaires, animations sur l'alimentation, événementiel, *team-building* d'entreprises, insertion etc.). La recherche de la juste articulation et de l'allocation des ressources humaines et matérielles entre production et autres activités, la gestion du surcroît de complexité engendrée et la pérennité des structures sont des défis majeurs pour ces formes urbaines de microfermes. L'ancrage territorial revendiqué des microfermes et la possibilité de création d'activité sur de petites structures les placent encore une fois en rupture avec la modernisation qui a mené à l'agrandissement des fermes, à la destruction des emplois et à l'intégration aux filières agroindustrielles orientées vers un marché mondialisé déstabilisant le tissu social rural [Hervieu & Purseigle 2013 ; Van der Ploeg 2014]. Les microfermes participent à la création d'activité économique en milieu rural et au retour dans les territoires ruraux de jeunes actifs souvent non originaires de la région. Dans des villages vieillissants, la création d'une ou plusieurs microfermes (en Aveyron, l'auteur a recensé des cas de 4 microfermes pour une commune de moins de 1000 habitants) peut contribuer à une vraie redynamisation (emménagement de familles avec enfants qui vont à l'école locale, rénovation de vieux corps de ferme, implication forte dans la vie associative du village, organisation d'événements culturels etc.). Si des exemples inspirants sont observés (**Figure 6**), des analyses géographiques et sociologiques fines des modalités d'inscription et de contribution territoriales des microfermes restent encore à mener.

¹⁴ Associations pour le Maintien de l'Agriculture Paysanne



Figure 6 : journée portes-ouvertes multigénérationnelle, barbecue et concert d'un groupe de rock local sur une microferme bretonne. Crédit photo : J-F Glinec

Conclusion : rôle des microfermes dans une transition agricole plus large

Les microfermes témoignent du développement de visions et pratiques agricoles alternatives caractérisées par une recherche de sens et d'autonomie sur de petites surfaces, une volonté de prendre soin de la terre avec des pratiques écologiques innovantes, recréer des systèmes alimentaires de proximité, retisser du lien social dans les territoires. De telles aspirations se retrouvent plus largement au sein de la dynamique croissante d'installations néo-paysannes (paysans-boulangers, petits éleveurs transformateurs etc.) dont les microfermes sont des cas emblématiques [Allens & Leclair 2016].

Dans le cas où les bénéfices apportés par ces nouveaux modèles d'agriculture étaient jugés souhaitables par les pouvoirs publics, il semblerait nécessaire d'élaborer des politiques de soutien adaptées à ces nouveaux modèles. Si elles peuvent bénéficier d'aides de la PAC à l'installation agricole majorées par un certain nombre de critères (agriculture biologique, hors-cadre familial, création d'emploi), les microfermes et plus globalement les petites fermes néo-paysannes sont moins soutenues en routine que les grosses exploitations car les subventions sont liées à la surface agricole.

S'il est possible de se réjouir que les microfermes soient une porte d'entrée vers l'agriculture pour une nouvelle génération non issue du milieu, il faut en revanche s'interroger (voire s'indigner) quand cela semble devenir la seule voie possible pour des jeunes ne disposant pas du capital financier et foncier de plus en plus important nécessaire pour s'installer en agriculture. Plus généralement, on peut se demander si les microfermes ne restent pas des initiatives anecdotiques qui participent d'une bipolarisation de l'agriculture [Kirschenmann & al. 2008], c'est-à-dire à l'établissement d'îlots marginaux de petites fermes vertueuses et créatrices de valeur ajoutée en lien fort avec les communautés locales dans un océan d'exploitations agricoles de plus en plus industrialisées et mondialisées sur la majorité des surfaces. Quels types d'interactions peuvent advenir entre microfermes et exploitations agricoles industrielles, de la

coexistence à la confrontation [Galliano & al. 2017] ? Dans quelle mesure pourraient-elles participer au développement de « systèmes alimentaires du milieu », intermédiaires et hybrides possibles entre les deux pôles présentés ci-dessus [Chazoule & al. 2015 ; Fleury & al. 2016] ? Par leur rôle de sensibilisation des citoyens ? En créant des alliances avec des mouvements sociaux plus vastes ou des agriculteurs sur plus grande surface, voire des acteurs de l'agroindustrie ? Il semble donc nécessaire de questionner les conditions de la contribution des microfermes à une transition agricole et alimentaire plus ambitieuse.

Dans certaines conditions, la microferme peut être une pièce d'un puzzle plus large. La création d'une microferme peut avoir un effet d'entraînement sur le territoire, en stimulant des dynamiques collectives impliquant d'autres agriculteurs au-delà de la ferme. Elle peut être une composante d'écosystèmes d'activités développés de manière croissante à travers des installations néo-paysannes collectives [Morel 2019] et intégrant d'autres productions à des plus grandes échelles (céréales, fruitiers, élevage etc.). Sur quelques hectares, elle peut aussi se greffer à une ferme plus vaste déjà en activité et participer à la diversification des productions à l'échelle locale tout en créant des synergies avec les activités déjà en place. Une thèse en géographie humaine est en cours sur la place et le rôle que peuvent jouer les microfermes dans la relocalisation de l'agriculture¹⁵.

S'il semble intéressant de valoriser les initiatives agricoles vertueuses partant de la base, de réfléchir à leur articulation et à leur montée en puissance à plus grande échelle, on ne doit cependant pas éluder la nécessité de réfléchir conjointement aux changements structurels nécessaires des systèmes agricoles dominants.

Références

- ALLENS, G. d', LECLAIR, L. (2016) – *Les néo-paysans*. Paris, Seuil, 139 p.
- BARRAL, S., PINAUD, S. (2015) – « Les agriculteurs, maîtres tenaces de l'accès à la terre », *Mouvements*, n°4, pp. 64-72.
- BERNSTEIN, H., & BYRES, T. J. (2001). – « From Peasant Studies to Agrarian Change. *Journal of Agrarian Change* », vol. 1, n°1, pp. 1-56.
- BERQUE, A. (1996) – *Etre humains sur la terre: Principes d'éthique de l'écoumène*. Paris, Gallimard, 212 p.
- BEUS, C. E., DUNLAP, R. E. (1990) – « Conventional versus Alternative Agriculture: The Paradigmatic Roots of the Debate », *Rural Sociology*, vol. 55, n°4, pp. 590-616.
- CHANG, M., MOREL, K. (2018) – « Reconciling Economic Viability and Socio-ecological Aspirations in London Urban Microfarms », *Agronomy for sustainable development*, vol. 38, n°9, 13 p.
- CHAZOULE, C., FLEURY, P., BRIVES, H. (2015) – « La notion d' « agriculture du milieu » est-elle opérante pour l'analyse de l'agriculture de Rhône-Alpes ? », *Economies et Sociétés*, vol. 37, n°8, pp. 1203-1219.
- COLEMAN, E. (2013). – *Des légumes en hiver, produire en abondance, même sous la neige*, Arles, Actes Sud, 268 p.
- DANIEL, A. C. (2017) – *Fonctionnement et durabilité des micro-fermes urbaines. Une observation participant sur le cas des fermes franciliennes*. Rapport d'activités Paris Equipes Agricultures Urbaines. AgroParisTech, 77 p. <http://www.cityfarmer.org/2017DanielACD.pdf>
- DELEAGE, E. (2011) – « Les mouvements agricoles alternatifs », *Informations sociales*, n°164, pp. 44-50.
- FLEURY, P., LEV, L., BRIVES, H., CHAZOULE, C., DESOLE, M. (2016) – « Developing Mid-tier Supply Chains (France) and Values-based Food Supply Chains (USA): A Comparison of Motivations, Achievements, Barriers and Limitations », *Agriculture*, vol. 6, n°3, pp. 36-49.

¹⁵Thèse menée par Damien Toublant à Bordeaux 3, en partenariat avec l'UMR Passages, sous la direction de Marie-Thérèse Banzo.

- FORTIER, J.-M. (2012) – *Le jardinier-maraîcher : Manuel d'agriculture biologique sur petite surface*. Montréal, Ecosociété, 200 p.
- FUKUOKA, M. (2012) – *La révolution d'un seul brin de paille: une introduction à l'agriculture sauvage*, Paris, G. Trédaniel, 202 p.
- GALLIANO, D., LALLAU, B., TOUZARD, J.-M. (2017) – « Coexistences et transitions dans l'agriculture », *Revue française de socio-Economie*, n° 1, pp. 23-30.
- GLIESSMAN, S. (2013) – « Agroecology: Growing the Roots of Resistance », *Agroecology and Sustainable Food Systems*, vol. 37, n°1, pp. 19-31.
- HART, R. D. J. (1996). *Forest gardening: cultivating an edible landscape*. Chelsea, Chelsea Green Pub. Co.. 324 p.
- HERVÉ-GRUYER, P., HERVÉ-GRUYER, C. (2014) – *Permaculture*, Arles, Actes Sud, 272 p.
- HERVIEU, B., PURSEIGLE, F. (2013) – *Sociologie des mondes agricoles*. Paris, A. Colin, 318 p.
- HOLMGREN, D. (2014) – *Permaculture : Principes et pistes d'action pour un mode de vie soutenable*. Paris, Rue de l'échiquier, 584 p.
- HOLT-GIMENEZ, E., PATEL, R. (Éd.) (2009) – *Food Rebellions: Crisis and the Hunger for Justice*, Cape Town, Oakland, Boston, Food First Books, 260 p.
- IPCC. (2014) – *Fifth Assessment Report - Mitigation of Climate Change*, 1454 p. <http://www.ipcc.ch/report/ar5/wg3/>
- JEAVONS, J. (1982) – *Comment faire pousser plus de légumes que vous ne l'auriez cru possible sur moins de terrain que vous ne puissiez l'imaginer*, Palo Alto, Ecology Action of the Mid-Peninsula, 127 p.
- JEUNES AGRICULTEURS (2013) *Enquête nationale sur les hors cadres familiaux en agriculture, qui sont-ils et quels sont leurs besoins ?*, 4 p. https://ec.europa.eu/eip/agriculture/sites/agri-eip/files/jamrjc_brochure_ihcf2013.pdf
- KIRSCHENMANN, F., STEVENSON, G. W., BUTTEL, F., LYSON, T. A., DUFFY, M (2008) – « Why worry about the agriculture of the middle? », in LYSON, T.A & al. (dir), *Food and the mid-level farm: Renewing an agriculture of the middle*, pp. 3-22.
- KLATZMANN, J. (1953) – « La modernisation de l'agriculture », *Revue Économique*, vol. 4, n°5, pp. 643-648.
- LANDAIS, É., DEFFONTAINES, J.-P., BENOIT, M. (1988) – « Les pratiques des agriculteurs. Point de vue sur un courant nouveau de la recherche agronomique », *Etudes rurales*, vol. 109, n°109, pp. 125-158.
- LEGER, D., HERVIEU, B. (1979) – *Le retour à la nature : « au fond de la forêt... l'État »*, Paris, Seuil, 234 p.
- MARSHALL, É., BONNEVIALE, J.-R., FRANCFORT, I. (2013). *Fonctionnement et diagnostic global de l'exploitation agricole: une méthode interdisciplinaire pour la formation et le développement*, Dijon, Educagri édition, 173 p.
- MAZOYER, M., ROUDART, L. (2002) – *Histoire des agricultures du monde: du néolithique à la crise contemporaine*, Paris, Seuil, 705 p.
- MOLLISON, B. (1988) – *Permaculture: a Designers' Manual*, Tyalgum, Tagari publications, 576 p.
- MOLLISON, B., HOLMGREN, D. (1986) – *Perma-culture: une agriculture pérenne pour l'autosuffisance et les exploitations de toutes tailles*, Paris, Debard, 180 p.
- MOREL, K. (2016) – *Viabilité des microfermes maraîchères biologiques. Une étude inductive combinant méthodes qualitatives et modélisation*. Thèse de doctorat. UMR SADAPT, INRA, AgroParisTech, Université Paris-Saclay, 352 p. <https://hal.archives-ouvertes.fr/tel-01557495>

- MOREL, K. (2019) – « Installation collective néo-paysanne : ensemble vers d'autres modèles », POUR, n°234-235 « Agricultures : des ruptures à la transition », pp. 153-161
- MOREL, K., SAN CRISTOBAL, M., LÉGER, F. (2017) – « Small can be Beautiful for Organic Market Gardens: an Exploration of the Economic Viability of French Microfarms using MERLIN », *Agricultural Systems*, vol. 158 (Supplement C), pp. 39-49.
- MOREL, K., SENIL, N., TAVERNE, M. (2018) – « Design agricole inspiré de la permaculture : expérience d'une micro-ferme de l'ouest de la France », *Agronomie, environnement et sociétés*, vol. 8, n°2, pp. 79-86.
- MZOUGH, N. (2014) – « Do Organic Farmers feel Happier than Conventional Ones? An Exploratory Analysis », *Ecological Economics*, vol. 103, pp. 38-43.
- ROUVIÈRE, C. (2015) – *Retourner à la terre. L'utopie néo-rurale en Ardèche depuis les années 1960*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 500 p.
- SERRES, M. (2003) – *Hominescence*. Paris, Librairie générale française, 378 p.
- STOATE, C., BÁLDI, A., BEJA, P., BOATMAN, N. D., HERZON, I., VAN DOORN, A., RAMWELL, C. (2009) – « Ecological impacts of early 21st century agricultural change in Europe – A review », *Journal of Environmental Management*, vol. 91, n°1, pp. 22-46.
- TILMAN, D. (1999) – « Global environmental impacts of agricultural expansion: The need for sustainable and efficient practices », *Proceedings of the National Academy of Sciences*, vol. 96, n°11, pp. 5995-6000.
- VAN DER PLOEG, J. -D. van der. (2014) – *Les paysans du XXIe siècle : Mouvements de repaysanisation dans l'Europe d'aujourd'hui*, Paris, Charles Léopold Mayer, 213 p.
- WILLETTE, L. (1993) – *Longo Mai : Vingt ans d'utopie communautaire*. Paris, Syros, 219 p.